

# DEUXIÈME SUIVI DES RECOMMANDATIONS DE L'ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ DE LA POLITIQUE À PART ENTIÈRE – PHASE 2

BILAN AU 30 NOVEMBRE 2024



# DEUXIÈME SUIVI DES RECOMMANDATIONS DE L'ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ DE LA POLITIQUE À PART ENTIÈRE – PHASE 2

BILAN AU 30 NOVEMBRE 2024

## RÉDACTION

Marc-André Bilodeau  
Analyste-Conseil  
Direction de l'évaluation, des analyses  
et des statistiques

## COLLABORATION

Annie Michaud  
Analyste-conseil  
Direction de l'évaluation, des analyses  
et des statistiques

Marilaine Pinard-Dostie  
Coordonnatrice  
Direction de l'évaluation, des analyses  
et des statistiques

## SUPERVISION

Isabelle Émond  
Directrice de l'évaluation, des analyses  
et des statistiques

## ÉDITION

Secrétariat général, communications  
et affaires juridiques

## RÉVISION LINGUISTIQUE

Sheila Lotay

## DATE

Le 28 avril 2025

## APPROBATION

Conseil d'administration de l'Office  
Séance du 3 juin 2025

## RÉFÉRENCE SUGGÉRÉE

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC  
(2025). *Deuxième suivi des recommandations de  
l'évaluation de l'efficacité de la politique À part entière :  
phase 2 : bilan au 30 novembre 2024*, Drummondville,  
Secrétariat général, communications et affaires  
juridiques, L'Office, 37 p.

Dépôt légal – 2024  
Bibliothèque et Archives nationales du Québec  
ISBN : 978-2-555-01451-0

Office des personnes handicapées du Québec  
309, rue Brock, Drummondville (Québec) J2B 1C5  
Téléphone : 1 800 567-1465  
Télécopieur : 1 800 567-1477  
[www.ophq.gouv.qc.ca](http://www.ophq.gouv.qc.ca)

# TABLE DES MATIÈRES

FAITS SAILLANTS . . . . .	1
INTRODUCTION . . . . .	3
MÉTHODOLOGIE . . . . .	4
Questionnaire . . . . .	4
<i>Taux de réponse</i> . . . . .	4
Plans d'action annuels à l'égard des personnes handicapées . . . . .	5
RÉSULTATS . . . . .	6
État de réalisation global : près de 90 % des recommandations ont été réalisées entièrement, partiellement, en continu ou sont en cours de réalisation . . . . .	6
État de réalisation des recommandations par rapport d'évaluation . . . . .	6
<i>Les services de garde éducatifs à l'enfance et l'éducation : plus de 90 % des recommandations ont été réalisées partiellement, en continu ou sont en cours de réalisation</i> . . . . .	7
Portrait général . . . . .	7
Portrait par recommandation . . . . .	7
<i>L'emploi : plus de 80 % des recommandations ont été réalisées entièrement, en continu ou sont en cours</i> . . . . .	17
Portrait général . . . . .	17
Portrait par recommandation . . . . .	17
<i>Le loisir, le sport, le tourisme et la culture : 13 recommandations sur 15 ont été réalisées entièrement ou en continu.</i> . . . . .	25
Portrait général . . . . .	25
Portrait par recommandation . . . . .	25
CONCLUSION . . . . .	35
MÉDIAGRAPHIE . . . . .	36

# LISTE DES TABLEAUX

1. État de réalisation des 43 recommandations suivies au 30 novembre 2024. ....	6
2. État de réalisation des 17 recommandations sur les services de garde éducatifs à l'enfance et l'éducation au 30 novembre 2024. ....	7
3. État de réalisation des 11 recommandations sur l'emploi au 30 novembre 2024 . ....	17
4. État de réalisation des 15 recommandations sur le loisir, le sport, le tourisme et la culture au 30 novembre 2024. ....	25

# LISTE DES ACRONYMES ET DES SIGLES

AQLPH	Association québécoise pour le loisir des personnes handicapées
BAnQ	Bibliothèque et Archives nationales du Québec
CIT	Contrat d'intégration au travail
CPMT	Commission des partenaires du marché du travail
FDRCMO	Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre
HDAA	Élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage
<i>Loi</i>	<i>Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale</i>
MCC	Ministère de la Culture et des Communications
MES	Ministère de l'Enseignement supérieur
MESS	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
MEQ	Ministère de l'Éducation du Québec
MFA	Ministère de la Famille
MFQ	Ministère des Finances du Québec
MSSS	Ministère de la Santé et des Services sociaux
MTESS	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale <sup>1</sup>
MTO	Ministère du Tourisme
Office	Office des personnes handicapées du Québec
PSEA	Programme de subventions aux entreprises adaptées
Sépaq	Société des établissements de plein air du Québec

.....

1. À noter que le MTESS a été scindé en deux ministères, soit le ministère du Travail (MT) et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), le 20 octobre 2022.

# FAITS SAILLANTS

- Ce rapport rend compte, pour une deuxième et dernière fois, de l'état de réalisation des recommandations émises dans les rapports d'évaluation de l'efficacité de la politique À part entière portant sur les services de garde éducatifs à l'enfance et l'éducation, l'emploi ainsi que le loisir, le sport, le tourisme et la culture. Ces rapports, publiés en novembre 2021, comprenaient 43 recommandations visant à orienter les actions en vue d'atteindre la parité entre les personnes handicapées et les autres citoyens dans l'exercice de leurs rôles sociaux.
- Au 30 novembre 2024, neuf recommandations (21 %) sont réalisées entièrement, quatre sont réalisées partiellement (9 %), 16 sont réalisées en continu (37 %), neuf sont en cours (21 %) et cinq sont non débutées (12 %).
- Pour les recommandations issues du rapport sur les services de garde éducatifs à l'enfance et l'éducation, sur 17 recommandations, quatre sont réalisées partiellement (24 %), cinq sont réalisées en continu (29 %), sept sont en cours (41 %) et une est non débutée (6 %).
  - La recommandation 6, qui est réalisée en continu, vise à la prise de mesures afin de développer des attitudes favorables à l'égard de l'intégration en classe ordinaire des élèves handicapés. Afin de répondre à cette recommandation, le ministère de l'Éducation du Québec, par l'entremise de personnes-ressources, soutient et accompagne le personnel scolaire en organisant une formation continue visant leur développement professionnel. Le personnel est formé sur les caractéristiques et les besoins des élèves handicapés en difficultés d'adaptation ou d'apprentissage ainsi que sur les pratiques efficaces à mettre en œuvre pour favoriser leur réussite éducative.
- Une recommandation sur les 11 du rapport sur l'emploi est réalisée entièrement (9 %), six recommandations sont réalisées en continu (55 %), deux recommandations sont en cours de réalisation (18 %) et deux recommandations sont non débutées (18 %).
  - La recommandation 3 du rapport, qui visait à étudier les raisons de la faible utilisation du crédit d'impôt par les employeurs pour avoir accueilli un stagiaire handicapé, a été réalisée entièrement. La production d'une analyse par le ministère des Finances du Québec révèle que les étudiants handicapés ne sont pas sous-représentés dans les entreprises bénéficiaires du crédit d'impôt, mais que plusieurs entreprises embauchant des stagiaires handicapés ne profitent pas de la bonification du crédit d'impôt. Cela pourrait s'expliquer par le fait que certains employeurs ne connaissent peut-être pas les incapacités de leurs employés et qu'il est vraisemblable que certains stagiaires handicapés préfèrent ne pas révéler leur situation à leur employeur, dans la crainte, entre autres, d'être discriminés. Le gouvernement continuera de suivre l'évolution de l'utilisation de ce crédit d'impôt auprès des entreprises. Revenu Québec a déjà mis en place plusieurs actions visant à mieux faire connaître ce crédit d'impôt auprès des entreprises.

- Sur les 15 recommandations du rapport sur le loisir, le sport, le tourisme et la culture, 8 recommandations sont réalisées entièrement (53 %), 5 recommandations sont réalisées en continu (33 %) et 2 recommandations sont non débutées (13 %).
  - Les recommandations 1, 2 et 4 visent à ce que le ministère de l'Éducation, le ministère du Tourisme et le ministère de la Culture et des Communications, respectivement, révisent leur programme d'aide financière en prévoyant des critères d'évaluation de projets permettant de prioriser ceux qui tiennent compte de l'accessibilité aux installations touristiques pour les personnes handicapées. Ces recommandations ont été réalisées entièrement, faisant en sorte qu'un ou des critères d'accessibilités ont été ajoutés pour l'évaluation des projets présentés au Programme d'aide financière aux infrastructures, récréatives, sportives et de plein air, au Programme d'aide à la relance de l'industrie touristique, à l'Entente de partenariat régional et de transformation numérique en tourisme 2022-2025, au Programme d'accessibilité des établissements touristiques et au programme Aide aux immobilisations.



# INTRODUCTION

- Le 4 juin 2009, le gouvernement du Québec adoptait la politique À part entière : pour un véritable exercice du droit à l'égalité (Office 2009). Cette politique a pour but d'accroître la participation sociale des personnes handicapées. Elle vise l'atteinte de treize résultats liés à l'amélioration significative des conditions de vie des personnes handicapées, à une réponse complète à leurs besoins essentiels et à la parité avec les autres citoyens dans l'exercice de leurs rôles sociaux.
- Le mandat de suivi et d'évaluation de la politique a été confié par le Conseil des ministres à l'Office des personnes handicapées du Québec (l'Office) en cohérence avec son devoir d'évaluation en vertu de la *Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale (Loi)* (Québec 2004). L'Office s'est également vu confier, par son conseil d'administration ainsi que par le ministre responsable de la *Loi*, le mandat d'effectuer le suivi des recommandations formulées auprès des organisations concernées.
- En juin 2017, quatre rapports d'évaluation de l'efficacité de la politique ont été publiés portant sur les résultats attendus visant une réponse complète aux besoins essentiels des personnes handicapées que sont les activités permettant de vivre à domicile (Office 2017a), l'habitation (Office 2017b), les communications (Office 2017c), et les déplacements (transports et accessibilité des bâtiments et des lieux publics) (Office 2017d). Les 67 recommandations contenues dans ces rapports ont fait l'objet d'un suivi en 2018-2019 (Office 2019), puis en 2020-2021 (Office 2021a).
- En novembre 2021, l'Office a rendu publics trois rapports d'évaluation de l'efficacité de la politique À part entière. Ces trois rapports portaient sur les résultats attendus liés aux services de garde éducatifs à l'enfance et l'éducation (Office 2021b), l'emploi (Office 2021c) ainsi que le loisir, le sport, le tourisme et la culture (Office 2021d). Ces derniers comprenaient 43 recommandations visant à orienter les actions en vue d'atteindre la parité entre les personnes handicapées et les autres citoyens dans l'exercice de leurs rôles sociaux. Ces recommandations ont fait l'objet d'un premier suivi en 2022-2023 (Office 2023).
- L'objectif du présent rapport est de rendre compte, une nouvelle et dernière fois, de l'état de réalisation de ces 43 recommandations au 30 novembre 2024, soit trois ans après leur publication. La méthodologie utilisée est d'abord décrite, puis les résultats sont présentés.

# MÉTHODOLOGIE

- Deux sources de données sont utilisées pour faire ce deuxième suivi des recommandations de l'évaluation de l'efficacité de la politique À part entière portant sur les services de garde éducatifs à l'enfance et l'éducation, l'emploi ainsi que le loisir, le sport, le tourisme et la culture, à savoir des questionnaires remplis par les ministères et organismes publics concernés et les plans d'action annuels à l'égard des personnes handicapées.

## Questionnaire

- Un questionnaire a été créé pour chaque ministère et organisme public, avec les recommandations qui lui sont adressées. Les questionnaires ont été acheminés par courriel à chaque sous-ministre ou dirigeant d'organisme le 28 novembre 2024 et une relance a été effectuée le 23 janvier 2025. Les cinq recommandations entièrement réalisées lors du premier suivi n'étaient pas incluses dans les questionnaires.
- La collecte de données s'est déroulée du 28 novembre 2024 au 14 février 2025. Il importe de souligner que, lorsque la responsabilité d'une recommandation relève de plusieurs ministères et organismes publics, la recommandation se retrouve sur les questionnaires de tous les ministères et organismes publics responsables.
- Les informations demandées étaient l'état de réalisation des recommandations au 30 novembre 2024 ainsi qu'un résumé des principales actions réalisées. L'état de réalisation a été mesuré à l'aide des choix de réponse suivants :
  - Réalisée entièrement : la mise en œuvre est réalisée entièrement parce que tous les éléments de la recommandation ont été mis en œuvre au 30 novembre 2024 et qu'aucune autre activité en lien avec la mise en œuvre n'est prévue ultérieurement;
  - Réalisée partiellement : la mise en œuvre est réalisée partiellement parce qu'une partie des éléments de la recommandation ont été mis en œuvre au 30 novembre 2024 et qu'aucune autre activité en lien avec la mise en œuvre n'est prévue ultérieurement;
  - En continu : la mise en œuvre est en continu lorsqu'elle se réalise sans aucune échéance. Les activités en lien avec la mise en œuvre sont réalisées périodiquement (ex. : annuel, biennal ou à intervalles irréguliers);
  - En cours : la mise en œuvre est en cours parce que des activités ont été amorcées au 30 novembre 2024 et que d'autres sont prévues après le 30 novembre 2024;
  - Non débutée : la recommandation n'a pas encore été mise en œuvre, c'est-à-dire qu'aucune action n'a été réalisée au 30 novembre 2024.

## Taux de réponse

- Les 10 questionnaires envoyés aux ministères et organismes publics concernés par les 43 recommandations des rapports d'évaluation de la politique À part entière ont tous été remplis. Le taux de réponse est de 100 %.

## Plans d'action annuels à l'égard des personnes handicapées

- Les plans d'action annuels à l'égard des personnes handicapées sont produits en vertu de l'article 61.1 de la *Loi* par les ministères et organismes publics qui emploient au moins 50 personnes et par les municipalités qui comptent au moins 15 000 habitants.
- Dans ces plans d'action, les ministères et organismes publics et les municipalités doivent notamment identifier des obstacles à l'intégration des personnes handicapées dans leur secteur d'activité, de même que les mesures prises au cours de l'année qui se termine et les mesures envisagées pour l'année qui débute dans le but de réduire ces obstacles.
- Dans le présent bilan, les plans d'action de Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ), du Musée d'art contemporain de Montréal, du Musée de la civilisation, du Musée national des beaux-arts du Québec, de la Société de la Place des Arts de Montréal, de la Société du Grand Théâtre de Québec, de la Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq), de la Société de télédiffusion du Québec, de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec et de la Régie des installations olympiques (renommée Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique) ont été analysés.
- Les plans d'action ont été utilisés comme source de données en lien avec trois recommandations visant ces ministères et organismes publics. Pour ces recommandations, l'état de réalisation a été établi en fonction de l'analyse des mesures inscrites dans les bilans des plans d'action 2024-2025 de ces ministères et organismes publics<sup>2</sup>.

.....

2. À l'exception de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec qui a un plan pluriannuel couvrant la période 2023-2026 et du Musée d'art contemporain de Montréal dont le plan le plus récent au moment de la rédaction était celui de 2023-2024.

# RÉSULTATS

- Cette section présente les résultats de l'état de réalisation de l'ensemble des recommandations ainsi que les résultats détaillés pour chacun des trois rapports d'évaluation de l'efficacité de la politique À part entière portant sur l'exercice des rôles sociaux.

## État de réalisation global : près de 90 % des recommandations ont été réalisées entièrement, partiellement, en continu ou sont en cours de réalisation

- Au 30 novembre 2024, parmi les 43 recommandations (tableau 1) :
  - 29 ont été réalisées entièrement, partiellement ou en continu (67 %);
  - 9 sont en cours (21 %) et;
  - 5 ne sont pas débutées (12 %).

**Tableau 1**  
**État de réalisation des 43 recommandations suivies au 30 novembre 2024**

	n	%
Réalisée entièrement, partiellement ou en continu	29	67,4
<i>Réalisée entièrement</i>	9	20,9
<i>Réalisée partiellement</i>	4	9,3
<i>En continu</i>	16	37,2
En cours	9	20,9
Non débutée	5	11,6
<b>Total</b>	<b>43</b>	<b>100,0</b>

## État de réalisation des recommandations par rapport d'évaluation

- Les trois prochaines sections présentent l'état de réalisation des recommandations par rapport d'évaluation.

# Les services de garde éducatifs à l'enfance et l'éducation : plus de 90 % des recommandations ont été réalisées partiellement, en continu ou sont en cours de réalisation

- Cette section présente d'abord le portrait général de l'état de réalisation des recommandations du rapport d'évaluation de l'efficacité de la politique À part entière portant sur les services de garde éducatifs à l'enfance et l'éducation (Office 2021b), puis un portrait par recommandation.

## Portrait général

- Les 17 recommandations du rapport sur les services de garde éducatif à l'enfance et l'éducation s'adressent à trois ministères, soit le ministère de la Famille (MFA), le ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) et le ministère de l'Enseignement supérieur (MES).
- Au 30 novembre 2024, quatre recommandations sont réalisées partiellement (24 %), cinq recommandations sont réalisées en continu (29 %), sept recommandations sont en cours de réalisation (41 %) et une recommandation est non débutée (6 %).

**Tableau 2**  
**État de réalisation des 17 recommandations sur les services de garde éducatifs à l'enfance et l'éducation au 30 novembre 2024**

	n	%
Réalisée entièrement, partiellement ou en continu	9	52,9
<i>Réalisée partiellement</i>	4	23,5
<i>En continu</i>	5	29,4
En cours	7	41,2
Non débutée	1	5,9
<b>Total</b>	<b>17</b>	<b>100,0</b>

## Portrait par recommandation

- L'état de réalisation et les actions réalisées pour chacune des recommandations sont décrits dans cette section.

### Recommandation 1

Il est recommandé au MFA de documenter l'utilisation du Volet A de l'Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé par les services de garde éducatifs à l'enfance afin d'identifier des leviers pour améliorer la réponse aux besoins des enfants handicapés.

**État de réalisation au 30 novembre 2024 :** En cours

**Source de données :** Questionnaire

#### **Principales actions réalisées :**

- Depuis avril 2023, un bilan des actions réalisées est déposé au dossier parental. Cela remplace la reddition de comptes des sommes dépensées pour soutenir l'intégration des enfants handicapés qui était intégrée au rapport financier annuel des services de garde éducatifs à l'enfance. Cette nouvelle façon de faire concerne l'utilisation des sommes versées dans le cadre de l'Allocation pour l'intégration en service de garde, anciennement nommée l'Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé.
- À l'automne 2024, le MFA, a entrepris une vaste démarche de révision de ses mesures de soutien financier, dont l'Allocation pour l'intégration en service de garde. Celle-ci portait notamment sur l'évaluation de l'opportunité d'accorder automatiquement des ressources additionnelles aux services de garde éducatifs à l'enfance qui accueillent des enfants handicapés, notamment des ressources matérielles.
- Depuis la diffusion des règles budgétaires 2023-2024, la notion de « volet A » est dorénavant remplacée par celle de « montant forfaitaire ». Des améliorations ont été apportées au plan opérationnel ainsi qu'aux formulaires, et plusieurs scénarios de refonte des mesures existantes ont été élaborés. Toutefois, le contexte budgétaire gouvernemental n'étant pas favorable, ceux-ci n'ont pu être avalisés à ce jour.
- Finalement, il est important de rappeler que le service de garde éducatif à l'enfance est responsable d'utiliser l'allocation aux fins pour lesquelles elle lui est octroyée et qu'il peut utiliser l'un ou l'autre des montants de l'allocation (montant forfaitaire et montant quotidien) ainsi que les sommes excédentaires, pour soutenir l'intégration des enfants admissibles. Ainsi, dans le cadre de l'Allocation pour l'intégration en service de garde, une marge de manœuvre est accordée au prestataire dans l'utilisation des sommes allouées afin qu'il puisse faire l'acquisition de matériel adapté aux besoins des enfants. Par exemple, il est permis d'utiliser les montants alloués pour les jours d'occupation pour faire l'acquisition de matériel spécifique excédant les 2 200 \$ alloués par le montant forfaitaire afin de répondre aux besoins d'un enfant en particulier.

## Recommandation 2

Il est recommandé au MFA de prendre des mesures pour améliorer la formation initiale et continue du personnel des services de garde afin de favoriser l'intégration des enfants handicapés et d'établir des indicateurs permettant de suivre la mise en œuvre de ces mesures.

**État de réalisation au 30 novembre 2024 :** En cours

**Source de données :** Questionnaire

**Principales actions réalisées :**

- Plusieurs actions ont été entreprises afin d'offrir des formations de qualité liées à l'accueil et l'intégration des enfants ayant des besoins de soutien particulier, et ce, tant dans le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance qu'auprès des responsables de services de garde éducatifs à l'enfance.
- Premièrement, une révision de l'attestation d'études collégiales en Techniques d'éducation à l'enfance a été effectuée en 2023. Cette attestation a été revue afin de maintenir les liens avec le diplôme d'études collégiales et faciliter l'accession au diplôme. Parmi les compétences visées par le programme, il y a celle visant à « Élaborer un plan de soutien relatif aux besoins particuliers de l'enfant (FK1K) ». Le développement de cette compétence est assuré par le cours « 322-234-RL Accompagnement de l'enfant dans ses besoins particuliers », d'une durée de 60 heures.
- Deuxièmement, une nouvelle capsule destinée exclusivement aux personnes responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial a été élaborée et ajoutée à la formation en ligne « L'intégration d'un enfant présentant des besoins de soutien particulier ». Développée par le Cégep Édouard-Montpetit en partenariat avec le MFA, cette capsule est disponible depuis mai 2024.
- Troisièmement, une formation synchrone destinée aux personnes responsables de services de garde éducatifs en milieu familial a été développée avec le Cégep de Sainte-Foy dans le cadre de la Formation continue et services aux entreprises. Elle débutera en février 2025. Cette formation, intitulée « Accompagner l'enfant ayant des besoins de soutien particulier », a pour objectif d'amener les participants à appliquer le processus d'intervention éducative pour accompagner l'enfant présentant des besoins de soutien particulier et sa famille dans le quotidien.
- Dans le cadre de la Politique gouvernementale de prévention en santé 2022-2023 à 2024-2025 du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), le MFA a obtenu des fonds en vue d'élaborer des outils de soutien destinés aux services de garde éducatifs à l'enfance afin d'accroître la participation sociale des enfants présentant des besoins de soutien particulier, dont ceux handicapés.
- À partir d'une recension des besoins, le MFA a confié le mandat à différents organismes experts d'élaborer des outils sur différents thèmes, par exemple, des fiches et des capsules vidéo visant le rehaussement des pratiques éducatives pour les incapacités liées au langage et au comportement, ou encore, la création d'une formation sur les pratiques inclusives pour soutenir l'intégration des enfants présentant des besoins de soutien particulier, dont ceux handicapés. Le dépôt des derniers livrables est prévu pour le 31 mars 2025. Des activités de diffusion et de promotion seront ensuite réalisées en 2025-2026 par le MFA en collaboration avec ses partenaires.

### Recommandation 3

Il est recommandé au MFA d'inclure explicitement un critère lié à l'accessibilité des services de garde dans le Programme de financement des infrastructures.

**État de réalisation au 30 novembre 2024 :** Réalisée partiellement

**Source de données :** Questionnaire

**Principales actions réalisées :**

- Le MFA autorise dorénavant des dérogations aux règles administratives du Programme de financement des infrastructures, notamment, pour favoriser l'accessibilité en services de garde éducatifs à l'enfance. Au cours de la période de référence, le MFA a rendu des décisions favorables concernant l'accessibilité des lieux pour les enfants présentant des besoins de soutien particulier, dont ceux handicapés, dont les critères d'analyse sont désormais documentés en conformité avec la décision prise par le Bureau d'accélération des projets.

### Recommandation 4

Il est recommandé au MFA d'inclure dans le Guide pour l'aménagement d'une installation où sont fournis des services de garde les notions générales d'accessibilité aux personnes handicapées et les obligations à cet égard.

**État de réalisation au 30 novembre 2024 :** En cours

**Source de données :** Questionnaire

**Principales actions réalisées :**

- Le MFA a mené des travaux de mise à jour du Guide pour l'aménagement d'une installation où sont fournis des services de garde et sa publication est prévue pour mars 2025. Ces travaux ont mené notamment à la création d'une directive interne précisant l'orientation en matière de financement d'un monte-personne dans le cadre d'un projet d'implantation de Centre de la petite enfance financé via le Programme de financement des infrastructures et clarifiant la démarche de traitement attendue par les employés. L'approbation de cette directive est prévue pour février 2025.

### Recommandation 5

Il est recommandé au MFA de colliger des données de l'accessibilité des lieux où sont offerts les services de garde.

**État de réalisation au 30 novembre 2024 :** En cours

**Source de données :** Questionnaire

**Principales actions réalisées :**

- Le MFA entend sensibiliser les services de garde éducatifs à l'enfance à la notion d'accessibilité à l'égard des personnes handicapées. À cet effet, le MFA a utilisé des fonds obtenus dans le cadre de la Politique gouvernementale de prévention en santé pour faire élaborer des outils en matière d'accessibilité à l'égard des personnes handicapées. Les livrables attendus sont :



- Des outils de sensibilisation et une grille d’auto-évaluation en matière d’accessibilité universelle à l’égard des personnes handicapées. Ces outils destinés aux services de garde éducatifs à l’enfance et élaborés par Alter Go Expertise porteront sur l’ensemble des dimensions de l’accessibilité universelle des personnes susceptibles de les fréquenter (parents, enfants, employés, etc.).
- Une grille d’auto-évaluation élaborée par Société Logique visera à déterminer si les locaux des services de garde éducatifs à l’enfance sont accessibles pour les parents ayant une incapacité motrice. La complétion de la grille s’effectuera d’abord sur une base volontaire. À partir du taux de réponse initiale, différentes stratégies pourront être envisagées en vue de réduire les obstacles rencontrés, d’accroître l’adhésion des services de garde éducatifs à l’enfance et de colliger des données en matière d’accessibilité.
- Le dépôt des livrables est prévu pour le 31 mars 2025. Des activités de diffusion et de promotion seront ensuite réalisées en 2025-2026 par le MFA, en collaboration avec ses partenaires.
- Finalement, la recommandation 5 sera intégrée aux travaux de réflexion qui débiteront au cours de l’année 2025-2026 en vue de l’élaboration d’un plan d’action sur le maintien des infrastructures.

#### **Recommandation 6**

Il est recommandé au MEQ de prendre des mesures visant à développer des attitudes favorables à l’égard de l’intégration en classe ordinaire des élèves handicapés, au sein de l’ensemble de la communauté scolaire, incluant les élèves, les parents ainsi que le personnel scolaire.

**État de réalisation au 30 novembre 2024 :** En continu

**Source de données :** Questionnaire

**Principales actions réalisées :**

- Le MEQ poursuit le soutien et l’accompagnement du personnel scolaire par l’entremise de personnes-ressources qui organisent de la formation continue visant le développement professionnel du personnel scolaire sur les caractéristiques et les besoins des élèves handicapés en difficultés d’adaptation ou d’apprentissage (HDAA) ainsi que sur des pratiques efficaces à mettre en œuvre pour favoriser leur réussite éducative.

### Recommandation 7

Il est recommandé au MEQ de s'assurer que le *Référentiel des compétences professionnelles* de la profession enseignante intègre des composantes de formation initiale et continue permettant de préparer adéquatement le personnel enseignant à l'intervention auprès des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (HDAA).

**État de réalisation au 30 novembre 2024 :** En continu

**Source de données :** Questionnaire

**Principales actions réalisées :**

- Le *Référentiel des compétences professionnelles – profession enseignante* comporte 13 compétences. La compétence 7 porte sur la prise en compte de l'hétérogénéité des élèves, y compris les élèves HDAA. Cette compétence vise à développer chez le personnel enseignant la mobilisation de stratégies de différenciation pédagogique en vue de soutenir la pleine participation et la réussite éducative de tous les élèves.
- Les universités sont à revoir leur programme de formation à la lumière des nouvelles orientations du *Référentiel*, y compris la compétence 7. À cet effet, les universités développent les programmes et contenus dans le respect de ces orientations ministérielles présentées dans le *Référentiel*.
- Le MEQ soutient les universités et le réseau scolaire dans l'appropriation du *Référentiel* par le biais de présentations plus formelles, d'ateliers-conférences ou encore par la tenue de kiosque dans les congrès des associations professionnelles en enseignement. Toutefois, le MEQ n'intervient pas directement dans les contenus de la formation initiale à l'enseignement : il établit les connaissances et les compétences qui doivent être développées et acquises en cours de formation.

### Recommandation 8

Il est recommandé au MEQ de s'assurer que l'offre de formation continue destinée au personnel scolaire portant sur l'adaptation des services et la prise en compte des besoins spécifiques des élèves HDAA soit suffisante pour l'ensemble du personnel, incluant le personnel enseignant à l'éducation des adultes ainsi que les directions d'établissements.

**État de réalisation au 30 novembre 2024 :** En continu

**Source de données :** Questionnaire

**Principales actions réalisées :**

- Le MEQ offre régulièrement des sessions de formation et d'information destinées au personnel scolaire. Elles s'adressent particulièrement au personnel enseignant et aux conseillères et conseillers pédagogiques. Durant l'année scolaire, de nombreuses sessions de formation et d'information sont offertes par les équipes des différentes disciplines de la formation générale des jeunes et par les professionnels d'autres directions ministérielles.

- Certaines des formations et des présentations concernant les besoins des élèves HDAA ont pour but de présenter les encadrements et les publications ministérielles entourant les élèves HDAA, d'autres visent à informer le réseau (ex. : conditions à respecter pour réaliser un projet particulier préparatoire à la formation professionnelle) et, enfin, certaines présentations visent à répondre aux besoins mentionnés par le personnel scolaire lors de différentes rencontres. Un ajustement continu est nécessaire afin d'offrir des formations et des présentations qui répondent aux besoins du personnel scolaire.

#### **Recommandation 9**

Il est recommandé au MEQ de s'assurer de la participation des élèves, lorsque possible, et de leurs parents dans le cadre des différentes étapes liées à la démarche du plan d'intervention et d'établir des indicateurs permettant d'en suivre la mise en œuvre.

**État de réalisation au 30 novembre 2024 :** En continu

**Source de données :** Questionnaire

**Principales actions réalisées :**

- Des travaux d'élaboration d'un guide complémentaire au cadre de référence sur l'établissement des plans d'intervention sont en cours. Cette publication ministérielle met notamment l'accent sur les différentes modalités de participation des parents et des élèves à l'élaboration et au suivi de leur plan d'intervention, selon leur situation. Une consultation externe de différents partenaires du MEQ est en cours.

#### **Recommandation 10**

Il est recommandé au MEQ de s'assurer de poursuivre l'offre de formation auprès de l'ensemble du personnel scolaire relativement au plan d'intervention et d'établir des indicateurs permettant d'en suivre la mise en œuvre.

**État de réalisation au 30 novembre 2024 :** En continu

**Source de données :** Questionnaire

**Principales actions réalisées :**

- Le personnel du réseau scolaire qui souhaite être soutenu dans l'application des encadrements ministériels en lien avec la démarche du plan d'intervention peut obtenir un accompagnement personnalisé lorsqu'il en manifeste le besoin.

### Recommandation 11

Il est recommandé au MEQ de dresser un portrait précis de la clientèle actuelle et à venir à l'éducation des adultes, en portant une attention particulière aux données concernant les élèves handicapés.

**État de réalisation au 30 novembre 2024 :** Non débutée

**Source de données :** Questionnaire

**Principales actions réalisées :**

- Les statistiques ministérielles permettent uniquement de connaître le nombre d'élèves inscrits ainsi que leur âge dans les différents services d'enseignement de la formation générale des adultes. Il demeure difficile d'établir un portrait précis des clientèles, actuelles et à venir, puisque la clientèle de la formation générale des adultes est très hétérogène et fluctue dans le temps.

### Recommandation 12

Il est recommandé au MEQ d'actualiser la Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue ainsi que son plan d'action en s'assurant de préciser, les objectifs et les voies d'action favorisant l'accès des personnes handicapées à l'éducation des adultes et à la formation continue, notamment en matière de formation manquante et de formation à temps partiel.

**État de réalisation au 30 novembre 2024 :** En cours

**Source de données :** Questionnaire

**Principales actions réalisées :**

- Des consultations sur l'actualisation de la politique de 2002 sont à venir en 2025. L'Office sera invité à y participer.

### Recommandation 13

Il est recommandé au MEQ de bonifier adéquatement l'offre de parcours de formation à l'éducation des adultes de sorte qu'elle réponde aux besoins spécifiques de formation de tous les élèves handicapés.

**État de réalisation au 30 novembre 2024 :** En cours

**Source de données :** Questionnaire

**Principales actions réalisées :**

- Une nouvelle offre de services pour les adultes polyhandicapés ayant une déficience intellectuelle de moyenne à sévère ou profonde, ou ayant un fonctionnement qui s'y apparente, est actuellement en fin de rédaction. Ce nouveau programme d'études se veut complémentaire au programme d'études Participation sociale et viendra répondre aux besoins spécifiques des clientèles ayant une déficience intellectuelle. Une présentation aux partenaires et aux représentants de l'Office est prévue lorsque les travaux seront terminés et approuvés par les autorités ministérielles.

#### **Recommandation 14**

Il est recommandé au MEQ d'établir des modalités permettant une reconnaissance officielle des acquis et des compétences scolaires et extrascolaires pour les élèves qui n'obtiennent pas de diplôme d'études secondaires ou de diplôme d'études professionnelles.

**État de réalisation au 30 novembre 2024** : En cours

**Source de données** : Questionnaire

**Principales actions réalisées** :

- Les modalités permettant une reconnaissance officielle pour les candidats inscrits à la reconnaissance des acquis et des compétences pour le certificat de formation à un métier semi-spécialisé et l'attestation d'équivalence de niveau de scolarité sont déjà disponibles.
- De nouvelles épreuves, c'est-à-dire des examens conçus par le MEQ pour évaluer les apprentissages des élèves, sont en cours de rédaction pour l'obtention du certificat d'équivalence d'études secondaires. Les nouvelles modalités seront disponibles en même temps que la publication des épreuves. Une Info-sanction sera publiée lorsque ces épreuves seront disponibles dans le réseau.
- Des outils de reconnaissance des acquis et des compétences en formation professionnelle ont été développés pour le programme menant à l'attestation d'études professionnelles Service de garde en milieu scolaire.

#### **Recommandation 15**

Il est recommandé au MES d'établir, en collaboration avec les établissements d'enseignement postsecondaire et leur centre de services aux étudiants en situation de handicap, un processus permettant d'assurer que les plans d'intervention qui sont élaborés pour les étudiants handicapés du postsecondaire sont véritablement mis en œuvre.

**État de réalisation au 30 novembre 2024** : Réalisée partiellement

**Source de données** : Questionnaire

**Principales actions réalisées** :

- Le MES ne peut pas s'engager à établir ces modalités puisque ce rôle incombe aux établissements d'enseignement supérieur.
- Toutefois, le MES a publié en décembre 2023 un guide pratique s'adressant aux acteurs contribuant aux services pour les étudiantes et étudiants handicapés dans le réseau de l'enseignement supérieur. Le MES a reçu des rétroactions positives de ses partenaires des réseaux collégial et universitaire. Il ressort des principaux commentaires sur le sujet qu'il est intéressant de disposer d'un outil qui rassemble les informations pertinentes pour soutenir les étudiantes et les étudiants handicapés ou présentant des besoins particuliers.

### Recommandation 16

Il est recommandé au MEQ d'améliorer la formation du personnel des services de garde en milieu scolaire afin de favoriser l'intégration des élèves handicapés.

**État de réalisation au 30 novembre 2024 :** Réalisée partiellement

**Source de données :** Questionnaire

**Principales actions réalisées :**

- Le MEQ n'est pas responsable de la formation du personnel des services de garde en milieu scolaire. Le MES est en communication avec la Fédération des centres de services scolaires du Québec qui est responsable de l'attestation d'études professionnelles.

### Recommandation 17

Il est recommandé au MEQ d'actualiser le *Guide pour l'élaboration du programme d'activités du service de garde en milieu scolaire* afin d'y inclure une section portant spécifiquement sur l'adaptation des activités et du matériel éducatif permettant de répondre aux besoins des élèves handicapés.

**État de réalisation au 30 novembre 2024 :** Réalisée partiellement

**Source de données :** Questionnaire

**Principales actions réalisées :**

- La version actualisée du *Guide pour l'élaboration du programme d'activités du service de garde en milieu scolaire* a été publiée sur le site Web du MEQ. Le document a été élaboré pour inclure tous les élèves, dont les élèves HDAA. Toutefois, il ne comprend pas de section portant spécifiquement sur l'adaptation des activités et du matériel éducatif permettant de répondre aux besoins des élèves HDAA.

## L'emploi : plus de 80 % des recommandations ont été réalisées entièrement, en continu ou sont en cours

- Cette section présente d'abord le portrait général de l'état de réalisation des recommandations du rapport d'évaluation de l'efficacité de la politique À part entière portant sur l'emploi (Office 2021c), puis un portrait par recommandation.

### Portrait général

- Les 11 recommandations du rapport d'évaluation de l'efficacité de la politique À part entière sur l'emploi s'adressent à cinq ministères et organismes publics, soit la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT), le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), le MSSS, le ministère des Finances du Québec (MFQ) et Revenu Québec.
- Au 30 novembre 2024, une recommandation est réalisée entièrement (9 %), six recommandations sont réalisées en continu (55 %), deux recommandations sont en cours de réalisation (18 %) et deux recommandations sont non débutée (18 %) (tableau 3).

**Tableau 3**  
**État de réalisation des 11 recommandations sur l'emploi au 30 novembre 2024**

	n	%
Réalisée entièrement, partiellement ou en continu	7	63,6
<i>Réalisée entièrement</i>	1	9,1
<i>En continu</i>	6	54,5
En cours	2	18,2
Non débutée	2	18,2
<b>Total</b>	<b>11</b>	<b>100,0</b>

### Portrait par recommandation

- L'état de réalisation et les actions réalisées pour chacune des recommandations sont décrits dans cette section.

### Recommandation 1

Il est recommandé que le MTESS et la CPMT développent une stratégie de communication continue afin d'informer de façon récurrente les personnes handicapées et leurs employeurs des programmes et sources de financement disponibles en matière de formation en emploi.

**État de réalisation au 30 novembre 2024 :** En continu

**Source de données :** Questionnaire

**Principales actions réalisées :**

- Selon le MESS, plusieurs actions mises en œuvre dans le cadre de la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées 2019-2024 répondent à cette recommandation.
- Afin de mieux informer les personnes handicapées, leur famille et leurs intervenants sur les programmes et mesures ainsi que sur les mécanismes de sortie et de retour à l'aide financière de dernier recours lors de l'obtention d'un emploi (mesure 13), le MESS diffuse depuis le 17 août 2022 sur le Web de l'information à ce sujet.
- Le MESS a également mis à la disposition des entreprises un aide-mémoire sur les services offerts en matière de ressources humaines par Services Québec (mesure 17), pour les soutenir dans leurs pratiques d'embauche et de maintien en emploi des personnes handicapées, et ce, depuis le 22 mars 2021.
- Dans le cadre du plan d'action du Vérificateur général du Québec pour l'intégration et le maintien en emploi des jeunes personnes handicapées, le MESS a produit (septembre 2021) un plan de communication visant à faire connaître les programmes et les mesures des services publics d'emploi aux employeurs ainsi que l'accompagnement disponible pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées. La mise en œuvre de ce plan de communication s'est terminée en juin 2023.
- Le MESS a aussi financé un projet de développement des habiletés des gestionnaires en matière de gestion inclusive des ressources humaines. Ce projet a débuté en mars 2022 et a permis de soutenir 243 entreprises durant deux ans.

La CPMT, en collaboration avec le MESS, fait la promotion en continu des programmes du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (FDRCMO). Ces programmes visent les promoteurs admissibles à l'aide financière de ce Fonds. Les principales actions réalisées incluent la promotion des appels de projets en cours, dont un appel de projets pour le maintien et l'intégration des groupes sous-représentés sur le marché du travail, ainsi que la présentation des programmes et des appels de projets du Fonds dans le cadre de rencontres partenariales et par la présidence de la CPMT dans des événements publics.

Enfin, les conseillers des services aux entreprises des bureaux de Services Québec promeuvent en continu les programmes et les mesures des services publics d'emploi à l'intention des personnes handicapées auprès des employeurs.



## Recommandation 2

Il est recommandé que le MTESS et la CPMT<sup>3</sup>, dans le cadre de la réalisation de la mesure 11 de la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées 2019-2024 visant l'augmentation de la participation des personnes handicapées à des formations adaptées, poursuivent leurs actions afin de s'assurer qu'il y ait des formations adaptées et diversifiées dans toutes les régions du Québec.

**État de réalisation au 30 novembre 2024 :** En continu

**Source de données :** Questionnaire

**Principales actions réalisées :**

- Il existe différents leviers dans le cadre des programmes et des mesures des services publics d'emploi, ainsi que dans le cadre des programmes du FDRCMO, pour adapter les formations aux besoins des personnes handicapées. Depuis 2019-2020, le MESS a permis le développement de formations adaptées aux personnes handicapées (mesure 11 de la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées).
- Le MESS assure également un suivi régulier auprès des directions générales de Services Québec du développement d'une offre de formations adaptées et les soutient au besoin.
- Cependant, dans plusieurs régions du Québec, il y a un nombre insuffisant de personnes handicapées pour démarrer une formation. Considérant cette perspective, la ministre de l'Emploi a annoncé, en juillet 2024, un nouveau levier d'intervention permettant aux personnes handicapées de développer de nouvelles connaissances directement dans un milieu de travail tout en bénéficiant d'un accompagnement d'une personne de l'entreprise. Il s'agit de l'Apprentissage pratique en milieu de travail.
- Le budget de 200 000 \$ prévu annuellement à la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées a été dépensé comme prévu.

.....

3. La CPMT n'est pas responsable ni ne collabore à la mesure 11 de la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées 2019-2024.

### Recommandation 3

Il est recommandé que le ministère des Finances du Québec, Revenu Québec et le MTESS étudient les raisons de la faible utilisation du crédit d'impôt par les employeurs pour avoir accueilli un stagiaire handicapé en milieu de travail et apportent les ajustements requis pour mieux soutenir les employeurs dans leurs efforts d'embauche de personnes handicapées afin de leur offrir une première expérience de travail.

**État de réalisation au 30 novembre 2024** : Réalisée entièrement

**Source de données** : Questionnaire

#### **Principales actions réalisées :**

- Au 30 novembre 2024, les travaux d'analyse du MFQ quant à la recommandation concernant le crédit d'impôt pour stage en milieu de travail étaient complétés. Les résultats de ces analyses révèlent que les étudiants handicapés ne sont pas sous-représentés dans les entreprises bénéficiaires du crédit d'impôt, mais que plusieurs entreprises embauchant des stagiaires handicapés ne profitent pas de la bonification du crédit d'impôt. Cela pourrait s'expliquer par le fait que certains employeurs ne connaissent peut-être pas les incapacités de leurs employés et qu'il est vraisemblable que certains stagiaires handicapés préfèrent ne pas révéler leur situation à leur employeur, dans la crainte, entre autres, d'être discriminés. Ainsi, le principal enjeu provient d'une sous-réclamation de la bonification pour personne handicapée du crédit d'impôt. Le gouvernement continuera de suivre l'évolution de l'utilisation de ce crédit d'impôt auprès des entreprises.
- En complément aux analyses effectuées par le MFQ, plusieurs actions ont été mises de l'avant par Revenu Québec pour mieux faire connaître les crédits d'impôt pour les entreprises, dont le crédit d'impôt pour stage en milieu de travail. Ce crédit d'impôt fait d'ailleurs partie du Programme d'accompagnement de Revenu Québec destiné aux petites et moyennes entreprises. Ce programme a été mis en place pour informer les propriétaires de ces entreprises au sujet des crédits d'impôt qui leur sont destinés, avec une emphase sur les crédits d'impôt qui peuvent les aider dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre.

#### Recommandation 4

Il est recommandé que le MTESS mette en œuvre un processus facilitant la participation des personnes handicapées aux services publics d'emploi incluant un accompagnement et un suivi personnalisé soutenus afin de réduire les risques d'abandon des personnes handicapées qui participent aux mesures et services publics d'emploi.

**État de réalisation au 30 novembre 2024 :** En continu

**Source de données :** Questionnaire

**Principales actions réalisées :**

- Les bureaux de Services Québec mettent en œuvre une démarche de planification individualisée des services et un suivi personnalisé soutenu des personnes handicapées qui participent aux programmes et mesures des services publics d'emploi.
- Aussi, les bureaux de Services Québec travaillent de concert avec les conseillers des services spécialisés de main-d'œuvre pour les personnes handicapées qui contribuent à mobiliser les ressources nécessaires pour soutenir l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées. Ils peuvent également être mandatés pour effectuer des interventions spécifiques auprès des personnes handicapées dans une entreprise adaptée en vue de les maintenir en emploi.

#### Recommandation 5

Il est recommandé que le MTESS poursuive ses investissements à la mesure CIT afin d'assurer un budget suffisant pour de nouveaux participants à la mesure dans toutes les régions du Québec, en complément des nouveaux participants prévus dans le cadre des mesures 3 et 10 de la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées 2019-2024.

**État de réalisation au 30 novembre 2024 :** En continu

**Source de données :** Questionnaire

**Principales actions réalisées :**

- Le MESS a poursuivi au courant de la période 2021-2022 à 2023-2024 ses investissements dans la mesure Contrat d'intégration au travail (CIT) pour permettre aux personnes handicapées, pour qui le CIT est la mesure appropriée, d'y avoir accès. En effet, les engagements financiers du MESS augmentaient depuis 2021-2022, passant de 46,4 M \$ à 51,6 M \$ en 2022-2023, puis à 52,2 M \$ en 2023-2024.
- Le MESS a bonifié le montant accordé pour l'adaptation des lieux de travail ainsi que des postes de travail en le faisant passer de 10 000 \$ à 15 000 \$. De plus, le MESS a introduit un volet permettant le recours aux aides technologiques pour l'accompagnement et le soutien à l'accomplissement de la tâche, pour un montant maximum de 15 000 \$.
- Le MESS a mis sur pied un processus de cueillette de données au regard du nombre de personnes handicapées en attente d'une mesure CIT et des délais avant d'y avoir accès.

### Recommandation 6

Il est recommandé que le MSSS, en collaboration avec le MTESS, développe des formules de reconnaissance des expériences acquises et des habiletés développées dans le cadre des activités socioprofessionnelles.

**État de réalisation au 30 novembre 2024 :** Non débutée

**Source de données :** Questionnaire

**Principales actions réalisées :**

- Cette recommandation est non débutée, des rencontres sont à planifier entre le MSSS et le MESS à ce sujet.

### Recommandation 7

Il est recommandé que le MTESS identifie des mesures complémentaires à celles déjà prévues à la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées 2019-2024, pour sensibiliser les entreprises à l'adaptation des tâches, des conditions de travail et des postes de travail pour les personnes handicapées.

**État de réalisation au 30 novembre 2024 :** En continu

**Source de données :** Questionnaire

**Principales actions réalisées :**

- Les conseillers des services aux entreprises des bureaux de Services Québec sensibilisent les entreprises aux meilleures pratiques pour intégrer les clientèles sous-représentées sur le marché du travail, notamment les personnes handicapées. Le MESS travaille de concert avec les services spécialisés de main-d'œuvre pour personnes handicapées pour soutenir la mise en place d'adaptation des tâches et des postes de travail en entreprise.

### Recommandation 8

Il est recommandé au MTESS de documenter les parcours des personnes handicapées dans le PSEA afin de fournir des données illustrant la mobilité à l'interne dans les entreprises adaptées et les transitions vers des emplois dans un milieu de travail standard.

**État de réalisation au 30 novembre 2024 :** En cours

**Source de données :** Questionnaire

**Principales actions réalisées :**

- Le MESS s'est doté de moyens pour s'assurer de la pertinence de la mesure pour les candidats potentiels au Programme de subventions pour les entreprises adaptées (PSEA) par la mise sur pied d'un comité de ressources humaines. Ce comité est composé d'un représentant de l'entreprise adaptée, d'au moins une personne de Services Québec et d'au moins un conseiller d'un service spécialisé de main-d'œuvre pour personnes handicapées qui évalue chacun des candidats.
- Afin de répondre à cette recommandation, le MESS a modifié, le 2 avril 2024, le cadre normatif de ce programme. Des travaux pour l'implantation de la passerelle Services à l'intention des partenaires aux entreprises adaptées sont en cours en vue de mieux documenter les parcours des participants et leur progression au sein des entreprises adaptées.

### Recommandation 9

Il est recommandé au MTESS de développer des conditions favorables afin de rendre plus attrayant, pour les personnes handicapées qui en ont le potentiel et qui le désirent, de transiter d'un emploi subventionné dans une entreprise adaptée vers un emploi dans un milieu de travail standard.

**État de réalisation au 30 novembre 2024 :** En cours

**Source de données :** Questionnaire

**Principales actions réalisées :**

- Les personnes admises au PSEA bénéficient d'un plan d'intervention qui permet, entre autres, de consigner les suivis, dont celui relatif aux conditions facilitant la transition vers d'autres emplois ou activités.
- Chaque année, un rapport sur la gestion des ressources humaines est produit. Le comité des ressources humaines du PSEA effectue des suivis après embauche et des suivis ponctuels, comme déterminés dans le plan d'intervention établi pour le participant au PSEA.

### Recommandation 10

Il est recommandé que le MTESS mette sur pied, en collaboration avec les partenaires locaux du marché du travail, des projets pilotes de stages en entreprise pour les personnes handicapées afin de favoriser les contacts entre employeurs, employés et personnes handicapées.

**État de réalisation au 30 novembre 2024 :** En continu

**Source de données :** Questionnaire

**Principales actions réalisées :**

- Duo Emploi a été mis sur pied par le MESS en collaboration avec le Regroupement des organismes spécialisés pour l'emploi des personnes handicapées et le Conseil du patronat du Québec pour favoriser les contacts entre employeurs, employés et personnes handicapées. Ce projet, lancé en juin 2021, permet l'organisation de stages exploratoires pour des personnes handicapées désireuses de vivre une expérience professionnelle. Ce projet a permis à des entreprises de découvrir le potentiel de cette main-d'œuvre compétente afin qu'elle prenne davantage de place sur le marché du travail.
- Duo Emploi a lieu durant la semaine nationale des personnes handicapées (1<sup>er</sup> au 7 juin), à l'exception de la première édition qui a eu lieu du 1<sup>er</sup> au 7 novembre 2021. Une cinquième édition de Duo Emploi se tiendra en 2025.

### Recommandation 11

Il est recommandé que le MTESS procède à une évaluation de l'efficacité des projets pilotes de stages.

**État de réalisation au 30 novembre 2024 :** Non débutée

**Source de données :** Questionnaire

**Principales actions réalisées :**

- Il n'est pas prévu d'évaluer Duo Emploi. Toutefois, un bilan est réalisé après chaque édition et des indicateurs et des cibles sont identifiés afin d'assurer l'efficacité de cette activité. D'autres projets pilotes pourraient être mis sur pied en fonction des initiatives régionales et locales et une évaluation de ces projets pilotes pourrait avoir lieu, si jugée pertinente par le MESS.

## Le loisir, le sport, le tourisme et la culture : 13 recommandations sur 15 ont été réalisées entièrement ou en continu.

- Cette section présente d’abord le portrait général de l’état de réalisation des recommandations du rapport d’évaluation de l’efficacité de la politique À part entière portant sur le loisir, le sport, le tourisme et la culture (Office 2021d), puis un portrait par recommandation.

### Portrait général

- Les 15 recommandations du rapport d’évaluation de l’efficacité de la politique gouvernementale À part entière sur le loisir, le sport, le tourisme et la culture s’adressent à 16 ministères et organismes publics, soit le ministère de la Culture et des Communications (MCC), le MEQ, le MES, le ministère du Tourisme (MTO), le MSSS, l’Office, BAnQ, la Sépaq, le Musée d’art contemporain de Montréal, le Musée de la civilisation, le Musée national des beaux-arts du Québec, la Société de la Place des Arts de Montréal, la Société du Grand Théâtre de Québec, la Société de télédiffusion du Québec, l’Institut de tourisme et d’hôtellerie du Québec et la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique.
- Au 30 novembre 2024, huit recommandations sont réalisées entièrement (53 %), cinq recommandations sont réalisées en continu (33 %) et deux recommandations sont non débutées (13 %) (tableau 4).

**Tableau 4**  
**État de réalisation des 15 recommandations sur le loisir, le sport, le tourisme et la culture au 30 novembre 2024**

	n	%
Réalisée entièrement, partiellement ou en continu	13	86,7
<i>Réalisée entièrement</i>	8	53,3
<i>En continu</i>	5	33,3
Non débutée	2	13,3
<b>Total</b>	<b>15</b>	<b>100,0</b>

### Portrait par recommandation

- L’état de réalisation et les actions réalisées pour chacune des recommandations sont décrits dans cette section.

### Recommandation 1

Il est recommandé au MEQ :

- De réviser le Programme de soutien aux installations sportives et récréatives en prévoyant des critères d'évaluation de projets permettant de prioriser ceux qui tiennent compte de l'accessibilité aux installations de la collectivité pour les personnes handicapées;
- D'inclure dans la reddition de comptes des projets financés dans le cadre du Programme de soutien aux installations sportives et récréatives un mécanisme s'assurant que le critère d'accessibilité a été respecté.

**État de réalisation au 30 novembre 2024** : Réalisée entièrement

**Source de données** : Questionnaire

**Principales actions réalisées** :

- Le Programme d'aide financière aux infrastructures, récréatives, sportives et de plein air inclut un critère visant l'accessibilité aux infrastructures sportives et récréatives pour des clientèles multiples, dont les personnes handicapées. Les documents de reddition de compte des projets financés incluent aussi un élément vérifiant l'accessibilité universelle des projets.

### Recommandation 2

Il est recommandé au MTO :

- De réviser ses programmes d'aide financière en prévoyant des critères d'évaluation de projets permettant de prioriser ceux qui tiennent compte de l'accessibilité aux installations touristiques pour les personnes handicapées;
- D'inclure dans la reddition de comptes des projets financés dans le cadre de ses programmes d'aide financière un mécanisme s'assurant que le critère d'accessibilité a été respecté.

**État de réalisation au 30 novembre 2024** : Réalisée entièrement

**Source de données** : Questionnaire

**Principales actions réalisées** :

- Le Programme d'aide à la relance de l'industrie touristique a été lancé au printemps 2021 et les critères d'analyse spécifiques des projets prennent en compte l'accessibilité à une clientèle ayant une incapacité physique et l'amélioration de l'expérience du visiteur handicapé. De plus, lors du deuxième appel de projets, la ministre a annoncé qu'un des cinq critères de priorisation était l'accessibilité aux personnes ayant une incapacité physique.
- Dans le cadre du Programme d'aide à la relance de l'industrie touristique et de l'Entente de partenariat régional et de transformation numérique en tourisme, catégorie « Attractions, activités et équipements », les projets soutenus sont des projets d'investissements dans les infrastructures (travaux de construction, d'agrandissement, d'aménagement, etc.). À la fin des travaux, une reddition de comptes est exigée. Le MTO sera en mesure d'indiquer le nombre de projets accessibles ou partiellement accessibles réalisés.



- Au printemps 2022, le MTO a révisé les Ententes de partenariat régional en tourisme. De nouvelles ententes ont été signées avec les 21 associations touristiques régionales, soit l'Entente de partenariat régional et de transformation numérique en tourisme 2022-2025. Dans la catégorie « Attraites, activités et équipements », sous le thème développement durable, sont inclus des critères d'analyse portant sur l'accessibilité aux personnes à capacité physique restreinte.
- Le Programme d'accessibilité des établissements touristiques, administré par l'organisme Kéroul, a pour objectif d'aider les établissements d'hébergement et les attraits touristiques dans la transformation ou l'amélioration de leurs infrastructures ou la bonification de l'offre accessible déjà existante. Il vise également à accroître le développement de solutions collectives et le dépôt de projets présentant une offre novatrice en matière d'accessibilité. Depuis 2017, l'enveloppe de 12 M \$ a permis de soutenir 169 projets.
- Dans le cadre du Programme d'accessibilité des établissements touristiques, le versement final est versé après l'obtention de la cote « accessible » et sur production d'un rapport de certification. Le bénéficiaire qui détenait déjà la cote « accessible » de Kéroul devra également faire valider ses travaux par le même processus. Le MTO sera en mesure d'indiquer le nombre de projets accessibles réalisés ainsi que le nombre de projets déjà accessibles bonifiés.

### Recommandation 3

Il est recommandé à la Sépaq de rendre l'ensemble de ses établissements accessibles (lieux, services et équipements) et de planifier des mesures à cet effet dans son Plan d'action annuel à l'égard des personnes handicapées.

**État de réalisation au 30 novembre 2024 :** En continu

**Source de données :** Plan d'action 2024-2025 de la Sépaq

**Principales actions réalisées :**

- La Sépaq a planifié dans le cadre de son Plan d'action 2024-2025 différentes mesures afin de réaliser cette recommandation :
  - La mesure 1.1 vise à analyser les projets afin de produire un échéancier pour améliorer l'accessibilité des produits, des services et des activités de la Sépaq;
  - Pour uniformiser ses pratiques en matière d'accessibilité universelle, la mesure 1.2 prévoit l'adoption d'une politique à ce sujet;
  - Afin de favoriser un meilleur accès aux produits et services, la mesure 1.3 énonce que pour tous nouveaux projets de construction ou de rénovation ainsi que pour l'aménagement d'activités et de services, la SÉPAQ doit considérer, dès l'avant-projet, le Guide de normes et bonnes pratiques pour un plein air plus accessible aux personnes handicapées et les fiches techniques élaborées par Kéroul;
  - Pour bonifier l'offre d'activités et de services, la mesure 1.4 vise à bonifier l'expérience de pêche avec hébergement en offrant, dans un premier temps, un chalet accessible aux personnes handicapées au secteur l'Étape, dans la réserve faunique des Laurentides;

- Afin de favoriser l’amélioration continue de la Sépaq en matière d’accès aux documents et aux services, la mesure 2.2 vise à obtenir au moins un avis-conseil d’un organisme spécialisé en matière d’accessibilité, comme Kéroul et l’Association québécoise pour le loisir des personnes handicapées (AQLPH);
- Enfin, la mesure 2.3 vise à continuer d’accepter et de faire la promotion de la Carte accompagnement loisir qui offre la gratuité à l’accompagnateur d’une personne handicapée, pour accéder à un établissement, y circuler ou y pratiquer une activité.

#### **Recommandation 4**

Il est recommandé au MCC de réviser ses programmes d’aide financière en prévoyant des critères d’évaluation de projets permettant de prioriser ceux qui tiennent compte de l’accessibilité aux installations de la collectivité pour les personnes handicapées.

**État de réalisation au 30 novembre 2024** : Réalisée entièrement

**Source de données** : Questionnaire

**Principales actions réalisées** :

- Le programme Aide aux immobilisations a été renouvelé en 2022. Il spécifie que l’accessibilité universelle est un des objectifs du programme pour les immeubles patrimoniaux en requalification et avec une vocation publique et que des dépenses associées à l’accessibilité universelle sont admissibles. Les critères permettant l’évaluation de la qualité et de la pertinence du projet prennent en compte l’impact de celui-ci en matière de développement durable, notamment en ce qui concerne l’accessibilité universelle.

#### **Recommandation 5**

Il est recommandé au MCC de sensibiliser les entrepreneurs culturels à l’importance de la disponibilité d’équipement spécialisé et de produits culturels dont le format est non standard (audiodescription, maquettes tactiles, surtitrage, coquilles, etc.).

**État de réalisation au 30 novembre 2024** : Non débutée

**Source de données** : Questionnaire

**Principales actions réalisées** :

- Le MCC prévoit débuter la mise en œuvre de cette recommandation d’ici le 30 juin 2025.

### Recommandation 6

Il est recommandé à BAnQ, au Musée d'art contemporain de Montréal, au Musée de la civilisation, au Musée national des beaux-arts du Québec, à la Société de la Place des Arts de Montréal, à la Société du Grand Théâtre de Québec et à la Société de télédiffusion du Québec de prendre des mesures dans leur plan d'action annuel à l'égard des personnes handicapées pour améliorer la disponibilité d'équipements spécialisés et de produits culturels dont le format est non standard (audiodescription, maquettes tactiles, surtitrage, coquilles, etc.).

**État de réalisation au 30 novembre 2024 :** En continu

**Source de données :** Plans d'action 2024-2025 des organismes publics concernés

#### Principales actions réalisées :

- L'ensemble des organisations visées par la recommandation ont pris des mesures dans leur plan d'action à l'égard des personnes handicapées pour améliorer la disponibilité d'équipements spécialisés et de produits culturels dont le format est non standard :
  - BAnQ s'est donné comme objectif d'augmenter son offre numérique de 2 500 nouveaux documents adaptés d'ici mars 2025;
  - Le Musée d'art contemporain de Montréal, afin d'augmenter l'accessibilité au contenu des expositions, explorera différentes actions possibles (transcription en gros caractère, vidéodescription) et développera des activités spécifiques pour la communauté sourde;
  - Le Musée de la civilisation, avec l'aide de l'Institut de réadaptation en déficience physique de Québec, prévoit la mise en place d'un projet pilote pour rendre le musée plus accessible aux personnes neurodivergentes;
  - Le Musée national des beaux-arts du Québec a inscrit différentes mesures visant à favoriser la participation sociale des personnes sourdes, malvoyantes, autistes ou ayant une déficience intellectuelle telles que créer des visites adaptées, organiser des activités culturelles et concevoir des ateliers créatifs adaptés aux besoins des personnes handicapées;
  - La Société du Grand Théâtre de Québec, en collaboration avec le Théâtre du Trident, prévoit offrir des représentations avec théâtre-description et avec langage des signes;
  - La Société de la Place des Arts de Montréal a indiqué maintenir les programmes Art adapté et Art adapté jeunesse;
  - Enfin, la Société de télédiffusion du Québec souhaite maintenir la vidéo description à un minimum de quatre heures en moyenne par semaine, en plus de continuer la mise à disposition sur le Web des émissions sous-titrées et de poursuivre les actions visant à assurer l'accessibilité de ses différents sites Web selon le standard SGQR 008 2.0.

### **Recommandation 7**

Il est recommandé au MEQ d'assurer le soutien financier aux initiatives locales et régionales de loisir pour les personnes handicapées en indexant annuellement le financement accordé à ces organismes.

**État de réalisation au 30 novembre 2024** : En continu

**Source de données** : Questionnaire

**Principales actions réalisées** :

- La gestion de ce volet du programme d'aide financière au loisir des personnes handicapées est assurée régionalement par les instances régionales de loisir pour les personnes handicapées par le biais d'un contrat de redistribution. Ainsi, il appartient aux instances d'accorder une indexation aux demandeurs de subventions dans la mesure où elle serait demandée et requise et qu'elle respecte le seuil maximal du Programme tel qu'autorisé par le Conseil du trésor.

### **Recommandation 8**

Il est recommandé au MES, en collaboration avec l'Office, de sensibiliser les établissements d'enseignement qui offrent des programmes de formation en matière de tourisme, de gestion hôtelière, de culture, de loisir et de sport à l'importance d'inclure des contenus sur les caractéristiques et les besoins des personnes handicapées, et de soutenir des initiatives en ce sens.

**État de réalisation au 30 novembre 2024** : Réalisée entièrement

**Source de données** : Questionnaire

**Principales actions réalisées** :

- Le 9 août 2023, le MES a envoyé une lettre aux directions des études des établissements d'enseignement collégial offrant un ou des programmes de formation en matière de tourisme, de gestion hôtelière, de culture, de loisir et de sport, afin de les sensibiliser aux caractéristiques et besoins des personnes handicapées et de leur partager l'information sur la disponibilité de capsules à portée éducative produites et diffusées par l'Office.
- Rappelons que le rôle du MES n'est pas de déterminer le contenu des programmes et des cours, les établissements d'enseignement supérieur étant autonomes à cet égard.

### Recommandation 9

Il est recommandé au MEQ de soutenir le développement de formations visant les intervenants en loisir et en sport ou l'intégration de contenus aux formations existantes.

**État de réalisation au 30 novembre 2024 :** En continu

**Source de données :** Questionnaire

**Principales actions réalisées :**

- Depuis 2021, le MEQ octroie le mandat à l'AQLPH de déployer une offre de formation pour les accompagnatrices et les accompagnateurs des personnes handicapées dans des activités de loisir. Cette offre de formations se divise en quatre principales formations : Certification en accompagnement camp de jour, Formation nationale en accompagnement en loisir des personnes handicapées, Mieux comprendre la différence pour mieux agir et Pour un plein air inclusif et sécuritaire. Cependant, aucune nouvelle formation n'est actuellement en développement.

### Recommandation 10

Il est recommandé à BAnQ, à l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, au Musée d'art contemporain de Montréal, au Musée de la civilisation, au Musée national des beaux-arts du Québec, à la Régie des installations olympiques et à la Sépaq de prendre des mesures dans leur plan d'action annuel à l'égard des personnes handicapées pour s'assurer que le personnel encadrant la pratique d'activités de loisir, de sport, de tourisme et de culture soit formé adéquatement pour répondre aux besoins des personnes handicapées.

**État de réalisation au 30 novembre 2024 :** En continu

**Source de données :** Plan d'action 2024-2025 des organismes publics concernés

**Principales actions réalisées :**

- Chaque organisation, à l'exception de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec et du Musée d'art contemporain de Montréal, ont pris des mesures dans leur plan d'action à l'égard des personnes handicapées pour s'assurer que le personnel encadrant la pratique d'activités de loisir, de sport, de tourisme et de culture soit formé adéquatement pour répondre aux besoins de cette population :
  - BAnQ a prévu offrir des activités de sensibilisation et fournir des outils d'apprentissages aux membres du personnel sur des thèmes concernant les personnes handicapées;
  - Le Musée national des beaux-arts du Québec offrira une formation à son personnel sur l'accueil des personnes sourdes, ainsi qu'une formation au personnel de son service de sécurité sur les besoins et les attentes des personnes handicapées qui visitent le Musée;
  - La Sépaq sensibilisera les employés aux besoins, aux enjeux et aux problématiques des personnes handicapées, notamment par des outils développés pour mieux accueillir et servir les personnes handicapées. Elle offrira aussi la formation Service complice de Kéroul à tous ses employés responsables des services à la clientèle et encouragera ses autres employés travaillant avec la clientèle à suivre la formation;
  - La Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique sensibilisera ses employés sur les différents types d'incapacités par la présentation de capsules d'autoformation, telle que Mieux accueillir les personnes handicapées élaborées par l'Office.

### **Recommandation 11**

Il est recommandé au MEQ d'augmenter le financement du volet Accompagnement du PAFLPH.

**État de réalisation au 30 novembre 2024** : Non débutée

**Source de données** : Questionnaire

**Principales actions réalisées** :

- Pour l'exercice 2024-2025, les sommes attribuées au Programme d'aide financière pour le loisir des personnes handicapées (PAFLPH) sont restées les mêmes que celles de l'exercice financier 2023-2024.

### **Recommandation 12**

Il est recommandé au MEQ de rendre disponibles les données des différents volets du PAFLPH.

**État de réalisation au 30 novembre 2024** : Réalisée entièrement

**Source de données** : Questionnaire

**Principales actions réalisées** :

- Le programme d'aide financière au loisir des personnes handicapées est maintenant scindé en deux. D'abord est né le Programme d'aide financière aux instances régionales responsables du loisir des personnes handicapées, qui offre un soutien financier aux instances régionales de loisir pour les personnes handicapées pour la poursuite de leur mission et de leurs activités. Vient ensuite le Programme d'aide financière pour le loisir des personnes handicapées qui comporte un volet – Soutien à l'accompagnement ainsi qu'un volet – Soutien aux initiatives locales et régionales. Les données de ces deux programmes sont disponibles auprès des instances régionales de loisir pour les personnes handicapées.

### Recommandation 13

Il est recommandé au MEQ et à l'Office, en collaboration avec le MCC, le MSSS et le MTO, d'assurer la pérennité et le soutien financier lié à la promotion de la Carte accompagnement loisir, conformément à l'engagement pris dans le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023.

**État de réalisation au 30 novembre 2024 :** Réalisée entièrement

**Source de données :** Questionnaire

**Principales actions réalisées :**

- Le MEQ finance la mise en place et la promotion de la Carte accompagnement loisir afin de favoriser l'accessibilité à différentes activités. La mesure a également été ajoutée au Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029. L'AQLPH poursuit toujours son mandat pour l'opérationnalisation de la Carte accompagnement loisir.
- Le MEQ poursuit également sa participation au comité interministériel de suivi de la Carte accompagnement loisir où siègent des représentants du MCC, du MTO, du MSSS, de l'Office et de l'AQLPH.

### Recommandation 14

Il est recommandé au MEQ d'exiger que les personnes accompagnatrices embauchées dans le cadre du PAFLPH suivent la formation nationale en accompagnement en loisir pour les personnes handicapées ou une formation équivalente.

**État de réalisation au 30 novembre 2024 :** Réalisée entièrement

**Source de données :** Questionnaire

**Principales actions réalisées :**

- Le critère : « S'assurer que son personnel d'accompagnement ait minimalement reçu la Formation nationale en accompagnement en loisir des personnes handicapées ou la Certification en accompagnement camp de jour de l'AQLPH ou qu'il ait reçu une formation équivalente » a été ajouté aux normes du volet accompagnement du Programme d'aide financière pour le loisir des personnes handicapées en 2020-2021 et y demeure depuis. Il est prévu que cette obligation figure aux normes des futurs cycles du programme.

### Recommandation 15

Afin de répondre aux besoins de lecture des personnes handicapées, il est recommandé à BAnQ :

- D'augmenter le financement pour la production de livres en formats adaptés;
- D'accroître le nombre de nouveaux titres acquis annuellement et le nombre de titres disponibles par le Service québécois du livre adapté.

**État de réalisation au 30 novembre 2024 :** Réalisée entièrement

**Source de données :** Questionnaire

**Principales actions réalisées :**

- Le financement alloué à la production de livres adaptés a subi une diminution constante au cours des dernières années, malgré un besoin grandissant pour ceux-ci. Heureusement, avec la ratification du Canada au Traité de Marrakech (2016) et le lancement de l'initiative Livres numériques accessibles – Soutien aux organismes, dont la réalisation a été confiée au Fonds du livre du Canada, le marché des documents accessibles évolue et les sources d'approvisionnement se diversifient, plusieurs titres pouvant maintenant être obtenus à coût nul. BAnQ participe au service d'échange de l'Accessible Book Consortium depuis 2018 et le gouvernement du Canada a investi plus de 22,8 millions sur cinq ans pour assurer la pérennité de la production et de la distribution de livres numériques accessibles par des maisons d'édition indépendantes canadiennes. Dans ce contexte, une hausse du budget consacré à la production de livres adaptés devient moins nécessaire, car on observe une augmentation de livres accessibles.
- Grâce à sa fondation, BAnQ s'est dotée d'une embosseuse braille. Des tests sont en cours en vue de l'embossage des titres en braille obtenus sous l'égide du Traité de Marrakech, via le service d'échange de l'Accessible Book Consortium. Dans l'intervalle, ces titres sont disponibles sur support numérique pour les usagers du Service québécois du livre adapté. Pour avoir droit au financement offert par l'intermédiaire du Fonds du livre du Canada pour la production de livres accessibles en format audionumérique, les maisons d'édition indépendantes canadiennes doivent s'engager à remettre un exemplaire des titres qu'ils produisent en format accessible à BAnQ, au Centre d'accès équitable aux bibliothèques ou au Réseau national pour des services équitables en bibliothèque. À ce jour, BAnQ a reçu plus de 250 titres de la part des éditeurs. Ces titres sont disponibles pour les usagers du Service québécois du livre adapté. En mai 2022, le Service québécois du livre adapté a mis en ligne un nouveau site Web et un nouveau catalogue. Ce dernier permet aux usagers de télécharger un titre directement sur un appareil de lecture, ce qui ouvre la voie à la diffusion de nouveaux types de documents accessibles, provenant de la collection de la Grande Bibliothèque, notamment : des livres numériques (format epub3), des revues et magazines et des ressources en ligne.



# CONCLUSION

- Ce bilan a présenté le deuxième suivi de la mise en œuvre des recommandations des trois rapports d'évaluation de l'efficacité de la politique À part entière portant sur les résultats attendus visant l'exercice des rôles sociaux des personnes handicapées, soit les services de garde éducatifs à l'enfance et l'éducation, l'emploi ainsi que le loisir, le sport, le tourisme et la culture.
- Trois ans après la publication des rapports, 29 des 43 recommandations sont entièrement réalisées, partiellement réalisées ou réalisées en continu alors que neuf recommandations sont en cours de réalisation. La mise en œuvre de cinq recommandations n'est toujours pas débutée, soit une recommandation sur les services de garde éducatifs à l'enfance et l'éducation, deux sur l'emploi et deux en lien avec le loisir, le sport, le tourisme et la culture.
- Finalement, rappelons que la production d'un bilan faisant le suivi de recommandations à la suite d'une évaluation de politique fait partie des bonnes pratiques émises par le Secrétariat du Conseil du trésor dans son guide d'accompagnement sur la rédaction et le suivi des recommandations en évaluation (Secrétariat du Conseil du trésor 2023). Le présent rapport s'inscrit dans cette bonne pratique et permet au conseil d'administration de l'Office et au ministre responsable de la *Loi* de prendre connaissance des avancées réalisées à la suite de l'évaluation de la politique À part entière.

# MÉDIAGRAPHIE

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC (2023). *Suivi des recommandations de l'évaluation de l'efficacité de la politique À part entière : phase 2 : bilan au 30 novembre 2022*, Drummondville, Secrétariat général, communications et affaires juridiques, L'Office, 35 p.

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC (2021a). *Suivi des recommandations de l'évaluation de l'efficacité de la politique À part entière : bilan au 30 juin 2020*, Drummondville, Secrétariat général, communications et affaires juridiques, L'Office, 49 p.

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC (2021b). *Évaluation de l'efficacité de la politique gouvernementale À part entière : pour un véritable exercice du droit à l'égalité : les services de garde éducatif à l'enfance et l'éducation*, Drummondville, Secrétariat général, communication et affaires juridiques, L'Office, 203 p.

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC (2021c). *Évaluation de l'efficacité de la politique gouvernementale À part entière : pour un véritable exercice du droit à l'égalité : l'emploi*, Drummondville, Secrétariat général, communication et affaires juridiques, L'Office, 154 p.

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC (2021d). *Évaluation de l'efficacité de la politique gouvernementale À part entière : pour un véritable exercice du droit à l'égalité : le loisir, le sport, le tourisme et la culture*, Drummondville, Secrétariat général, communication et affaires juridiques, L'Office, 129 p.

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC (2019). *Suivi des recommandations de l'évaluation de l'efficacité de la politique à part entière : bilan au 30 juin 2018*, Drummondville, Secrétariat général, L'Office, 51p.

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC (2017a). *Évaluation de l'efficacité de la politique gouvernementale À part entière : pour un véritable exercice du droit à l'égalité : les activités permettant de vivre à domicile*, Drummondville, Secrétariat général, L'Office, 104 p.

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC (2017b). *Évaluation de l'efficacité de la politique gouvernementale À part entière : pour un véritable exercice du droit à l'égalité : l'habitation*, Drummondville, Secrétariat général, L'Office, 132 p.

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC (2017c). *Évaluation de l'efficacité de la politique gouvernementale À part entière : pour un véritable exercice du droit à l'égalité : les communications*, Drummondville, Secrétariat général, L'Office, 82 p.

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC (2017d). *Évaluation de l'efficacité de la politique gouvernementale À part entière : pour un véritable exercice du droit à l'égalité : les déplacements*, Drummondville, Secrétariat général, L'Office, 169 p.

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC (2009). *À part entière : pour un véritable exercice du droit à l'égalité : politique gouvernementale pour accroître la participation sociale des personnes handicapées*, Drummondville, L'Office, 69 p.

QUÉBEC (2004). *Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale : RLRQ, c. E-20.1, à jour au 20 mars 2012*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 23 p.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR (2023). *Guide d'accompagnement sur la rédaction et le suivi des recommandations en évaluation : août 2023*, Québec, Secrétariat du Conseil du trésor, 25 p.

